

Le pétrole russe

01/07/2003

Après les années de crise qui ont suivi la disparition de l'URSS et le crack de 1998, la Russie est en passe de reprendre sa place d'acteur central du marché pétrolier mondial. L'Agence internationale de l'énergie considère dans son rapport 2002 que « le développement des vastes ressources [en pétrole et en gaz] de la Russie sera cruciale à la sécurité énergétique des pays membres et non membres de l'OCDE », dans le contexte de hausse de la demande mondiale de pétrole qui devrait passer de 77 millions à 120 millions de barils par jour (MBJ) au cours des vingt prochaines années. Certains experts estiment même qu'elle pourrait sinon se substituer à l'Arabie saoudite, du moins devenir une alternative crédible au pétrole moyen-oriental pour garantir l'approvisionnement énergétique des Etats-Unis, de l'Asie et de l'Europe. Les compagnies pétrolières et les autorités gouvernementales russes affichent elles-mêmes cette ambition. Alors que certains grands producteurs actuels (Venezuela, Nigeria) ou potentiel comme l'Irak se trouvent en situation de grande instabilité, la Russie dispose-t-elle des ressources et des moyens pour fournir du pétrole à long terme à un prix raisonnable, en particulier à l'Union européenne ?

Les réserves

Les estimations des réserves de pétrole sont extrêmement variables en fonction des modes de calcul. Pour le département américain de l'énergie, les réserves prouvées de la Russie s'élèveraient à 60 milliards de barils, soit 5,7 % des réserves mondiales, tandis que selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), elles seraient de 137 milliards de barils soit environ 15 % des réserves mondiales. Toutefois, la production pétrolière russe est concentrée dans deux régions Sibérie occidentale (69 %) et Volga-Oural (26 %) dont les réserves sont déjà très largement entamées. Les principaux gisements non exploités se situent en Sibérie orientale, en Extrême-Orient et dans la région de Timan-Pechora (République de Komis, région des Nenets). Mais les conditions de production y sont plus difficiles et plus coûteuses et nécessitent de lourds investissements.

Présentée comme un nouveau Moyen-Orient, les réserves de la Mer Caspienne ont fait l'objet d'estimations les plus contradictoires et parfois fantaisistes – entre 33 et 233 milliards de barils selon les modes de calcul et la zone géographique retenue. La vérité se situe probablement plus près de l'hypothèse basse, ce qui serait déjà considérable d'autant que la prospection est loin d'avoir été achevée. Malheureusement pour la Russie, sa zone caspienne est pauvre en réserves (2,7 milliards de barils de réserves prouvées). Ce qui explique en grande partie les tensions entre les Etats riverains à propos du statut juridique de la Caspienne.

En tout état de cause, les chiffres bruts des réserves russes doivent être relativisés et maniés avec précaution.

La production

Bien que la Russie demeure le deuxième producteur mondial de pétrole derrière l'Arabie Saoudite avec 7,59 MBJ en 2002 soit 10,7 % de la production, elle se situe encore nettement en dessous des niveaux de 1988 (12,5 MBJ 1988). On assiste néanmoins à une croissance de la production depuis 1998 (6,16 MBJ). Selon les projections réalisées par l'AIE, la Russie devrait produire 8,6 MBJ en 2010, 9 MBJ en 2020 et 9,5 MBJ en 2030. De son côté, le ministère russe de l'énergie prévoit entre 8,9 et 9,8 MBJ en 2010 et entre 9 et 10,4 MBJ en 2020. Cependant, en l'état actuel de ses infrastructures, la Russie dispose d'une capacité très limitée d'augmentation de sa production, à la différence de l'Arabie saoudite. La réalisation de ces objectifs exigera donc de lourds investissements (8 à 10 milliards de dollars au cours des prochaines années), la rationalisation de l'exploitation de certains champs, la fermeture de puits non rentables, la modernisation des infrastructures, l'introduction de nouvelles technologies et la formation des personnels. Ni l'Etat, ni les compagnies russes ne pourront à eux seuls assumer la charge de ces investissements. L'arrivée sur le marché russe des "majors" internationales semble inéluctable à condition que les conditions juridiques - notamment la législation sur les accords de partage de production - soient réunies.

Les exportations

La Russie est également le deuxième exportateur mondial de pétrole derrière l'Arabie Saoudite avec 5,2 MBJ (total brut et produits raffinés). Les exportations sont en nette augmentation depuis 1999 (3,8 MBJ), année du redémarrage de l'économie russe après la crise des années 1990 dont le paroxysme a été

atteint en 1998. La Russie vend plus de 85 % de ses produits pétroliers en dehors de la CEI. L'UE absorbe 53 % des installations de pétrole russe, ce qui représente 16 % de sa consommation. Ces proportions vont mécaniquement augmenter avec l'élargissement de l'UE aux pays d'Europe centrale et orientale en 2004, puisque l'approvisionnement pétrolier de ces derniers provient à près de 90 % de la Russie.

La consommation

En une décennie (1992-2002), la consommation de pétrole en Russie a diminué de près de 45 %, passant de près de 4,5 à 2,45 MBJ, soit 3,5 % de la consommation mondiale, contre 25 % pour les Etats-Unis. La douloureuse transition économique est passée par là. Mais les prévisions repartent à la hausse pour les prochaines décennies. La consommation devrait augmenter de 1,7 % par an, selon l'AIE, et retrouver son niveau de 1992 en... 2030.

Les acteurs

Auparavant sous contrôle de l'Etat, le secteur pétrolier a été très largement été privatisé depuis 1992, tout en restant entre des mains russes. On compte actuellement une petite dizaine de compagnies dont les deux principales, Lukoil et Yukos-Sibneft, possèdent respectivement 19,7 et 19,4 milliards de barils de réserves prouvées et assurent chacune environ 20 % de la production russe. Verticalement intégrée - elles maîtrisent tous les métiers de l'or noir : prospection, production, raffinage, distribution - les deux holdings se sont développées par l'acquisition de compagnies régionales et d'entreprises de raffinage.

Selon les experts, le secteur n'a pas encore achevé sa mutation. Après l'annonce, en février 2003, de la fusion entre Yukos (n°2) et Sibneft (n°5) - dirigées par les « oligarques » Mikhail Khodorkovsky et Roman Abramovitch - de nouveaux regroupements sont inéluctables.

Trois grands groupes devraient dominer le marché russe à moyen terme : Lukoil, Yukos-Sibneft et TNK. La configuration du secteur pétrolier en Russie - privatisée et fragmentée - diffère de celle des principaux autres pays producteurs (Arabie saoudite, émirats du golfe, Venezuela) où, en règle générale, il n'existe qu'une seule grande compagnie nationale contrôlée par l'Etat. Pour nombre d'observateurs, cette multitude d'acteurs constitue un handicap pour la Russie. Les décisions concernant la production et l'exportation du brut ne sont pas du seul ressort de l'Etat, comme dans la plupart des pays de l'Opep, ce qui affaiblirait la cohérence de la politique pétrolière de Moscou et pourrait entraîner des conflits d'intérêts entre l'Etat et les compagnies russes. En outre, cette fragmentation diminuerait ses capacités d'investissement alors que les besoins en la matière sont considérables. Pour y répondre, la Russie va devoir ouvrir ses portes aux investissements étrangers.

Jusqu'à présent, les majors internationales occupent une place très restreinte sur le marché pétrolier russe. Les privatisations ont suivi un processus endogène. Les acteurs russes se sont évertués à écarter leurs concurrents étrangers de la prise de contrôle des compagnies publiques. Ainsi, lorsqu'en 2002, l'Etat a mis en vente 75 % de ses parts dans la compagnie Slavneft, les pétroliers russes se sont employés à empêcher la société publique chinoise CNPC de les acquérir. Slavneft a été vendue à Sibneft et TNK pour 1,86 milliard de dollars alors que sa valeur était estimée à 3 milliards de dollars.

Les accords de partage de production (Production sharing agreements, PSA) pour l'exploitation et le développement des gisements ont été peu nombreux.

Seuls trois PSA ont été signés en une décennie : l'un avec un consortium dominé par Exxon Mobil, comprenant des compagnies japonaise, russe et indienne pour l'exploitation des champs offshore de Sakhaline I, l'autre avec un consortium rassemblant Royal Dutch /Shell (62,5 % des parts) et des sociétés japonaises pour la mise en production de Sakhaline II et un troisième avec TotalFinaElf pour le champ de Khariaga (bassin de Timan Pechora). Les investisseurs étrangers se plaignent des zones d'ombres de la législation sur les PSA. Ce problème fut l'un des principaux objets de discussion du sommet de Houston, en octobre 2002, qui a réuni, sous les auspices de l'ancien secrétaire d'Etat James Baker, les représentants de 70 compagnies pétrolières russes et américaines ainsi que les responsables gouvernementaux des deux pays.

Mais ces problèmes juridiques ne constituent pas les seuls obstacles au développement des PSA. Les compagnies pétrolières internationales exigent pour conclure ce type d'accord - souvent de longue durée - que leurs partenaires fassent preuve d'efficacité et de transparence, qualités qui ont longtemps fait

défaut aux sociétés russes même si certaines comme Lukoil ou Yukos affirment maintenant s'engager sur la voie de la gouvernance d'entreprise.

Si les investissements étrangers dans le secteur pétrolier demeuraient très limités jusqu'à présent, des signaux d'un changement commencent à apparaître. Le plus spectaculaire fut l'annonce de la signature, en février 2003, de l'accord entre British Petroleum (BP), les compagnies russes Sidanko et TNK – qui appartient aux groupes Alfa, dirigé par l'oligarque Mikhaïl Friedman, et Access Renova – aux termes duquel BP obtiendra 50 % de la nouvelle holding pour 6,75 milliards de dollars. L'ensemble BP-TNK deviendra le troisième groupe pétrolier russe avec 9,5 milliards de barils de réserves prouvées (en Sibérie et sur l'île de Sakhaline), une production de 1,21 MBJ, cinq raffineries et un réseau de plus de 2100 stations services.

Les compagnies russes cherchent également à se développer en prenant des positions sur les marchés extérieurs, par l'achat de raffineries, de réseau de stations services – à l'instar de Lukoil qui a acheté celui de Getty Petroleum aux Etats-Unis – ou d'accords de partage de production. Très présentes en Irak sous le régime de Saddam Hussein, leur avenir n'est pour l'heure pas assuré dans ce pays désormais sous contrôle anglo-américain. Les majors russes ont réussi à s'imposer sur le marché mondial en une décennie et à se hisser au niveau de leurs concurrentes occidentales – le nouvel ensemble Yukos-Sibneft deviendra, une fois la fusion achevée, le troisième groupe mondial en termes de réserves (19,4 milliards de barils) et le quatrième en termes de production, devant Chevron Texaco et Total.

Le transport

Les investissements étrangers seront également indispensables à la modernisation du réseau de transport du brut russe, point faible de l'industrie pétrolière. Pour pouvoir se développer, les compagnies russes ont besoin d'exporter leur production. Or, pour l'heure, elles se heurtent à deux obstacles majeurs :

- d'une part le réseau des oléoducs demeure sous le contrôle unique de l'entreprise publique Transneft qui peut imposer ses conditions ;
- d'autre part il est déjà au maximum de ses capacités (environ 188 millions de tonnes de pétrole exportées par an).

De plus, la Russie ne dispose pas assez de débouchés maritimes accessibles et utilisables toute l'année. Les projets d'oléoducs, terminaux pétroliers et d'installations portuaires se multiplient. Ils visent à accroître substantiellement, au cours de la prochaine décennie, la capacité d'exportation du brut russe vers l'Europe, les Etats-Unis et l'Asie. L'objectif est également de permettre l'évacuation du pétrole de la Mer Caspienne alors que de nombreux projets – dont certains ont été réalisés – ont été lancés depuis une décennie afin de le transporter vers l'Europe en évitant la Russie. Celle-ci veut accroître ses capacités d'exportation à travers le développement de cinq grands systèmes d'évacuation de l'huile.

Le Baltic Pipeline System (BPS). Ce premier réseau de tubes, contrôlé par Transneft, sert à transporter le pétrole de Sibérie occidentale et de la région de Timan Pechora vers les ports de la Baltique d'où il partirait vers l'Europe occidentale. La première phase de ce projet, considéré comme la priorité numéro un par le ministère russe de l'énergie, a été mise en œuvre en décembre 2001 avec l'inauguration du terminal pétrolier de Primorsk. Transportant actuellement 240 000 barils / jours (14 Mt /an), le BPS atteindra plus d'1 million de barils / jour en 2020 (55 Mt /an), une fois que tous les travaux auront été achevés, notamment la construction d'un second terminal sur l'île de Vytkosk dans le golfe de Finlande.

Le Caspian Pipeline Consortium (CPC), qui regroupe Lukoil, Chevron-Texaco et Exxon Mobil, relie les champs de Tengiz au Kazakhstan au port de Novorossisk sur la mer Noire. Mise en service en 2001, cette voie peut évacuer environ 600 000 barils par jour et sa capacité pourrait doubler d'ici à 2010. Elle offre une alternative russe aux oléoducs Bakou-Soupsa et Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC) qui peuvent exporter le pétrole de la Mer Caspienne vers les marchés occidentaux sans passer par la Russie.

Droujba-Adria. Ce projet a pour but de créer un « système unifié », selon l'expression du ministère russe de l'énergie, en raccordant les tubes du réseau Droujba qui transporte le brut russe vers l'Europe centrale et orientale - soit par le nord (Russie-Biélorussie-Pologne-Allemagne), soit par le sud (Russie-Ukraine-Hongrie-Slovaquie-République tchèque) – à ceux du système Adria qui relie le port croate Omisalj à la Hongrie. Le 16 décembre 2002, tous les Etats concernés ont signé un accord valable 10 ans pour soutenir l'intégration d'Adria et de Droujba. Dans un premier temps, cet accord devrait permettre

l'évacuation de 100 000 BJ, puis de 300 000 d'ici à 10 ans.

Mourmansk. Situé en mer de Barents, le port de Mourmansk présente la particularité de ne pas être prisonnier des glaces en hiver. D'où l'idée du Président de Lukoil, Vaguit Alekperov : relier par un oléoduc Yaroslav à Mourmansk et construire un port en eaux profondes capable d'accueillir des supertankers de 300 000 tonnes qui exporteront le brut russe vers les Etats-Unis. Le trajet serait de 9300 kilomètres au lieu de contre les 20 600 kilomètres, distance qui sépare les Etats-Unis du golfe persique, entraînant, selon lui, une réduction substantielle du coût du baril. L'objectif est d'assurer 13 % des importations américaines de pétrole en 2010 contre moins de 1 % actuellement. Le projet coûterait environ 4,5 milliards de dollars. Lukoil et les trois autres principales compagnies pétrolières russes (Yukos, Sibneft et TNK) ont signé un mémorandum de coopération pour la réalisation de ce projet auquel le gouvernement russe a donné son accord en avril 2003 et dont la réalisation est prévue pour 2007.

Angarsk-Daqing-Nakhodka. Le marché asiatique constitue l'autre cible des pétroliers. Compte tenu de l'augmentation des besoins chinois au cours des prochaines décennies, il est extrêmement prometteur. Au départ, il existait deux projets concurrents. Un premier, défendu par Yukos, prévoyait la construction, pour un montant de 2,5 milliards de dollars d'un oléoduc reliant Angarsk en Russie à Daqing en Chine ; soit 2400 kilomètres, capable de livrer 400 000 BJ de brut sibérien en 2005, puis 600 000 en 2010. Un second projet, soutenu par Transneft et Rosneft, proposait de raccorder Angarsk à Nakhodka au Japon, pour un coût estimé entre 4,5 et 5,2 milliards de dollars, qui transporterait 1 MBJ. Les partisans du premier projet mettent en avant son moindre coût et les potentialités du marché chinois tandis que ceux du second mettent en garde contre le risque d'une dépendance à l'égard de la Chine qui risque d'exiger un fort rabais sur le prix du brut. Ils considèrent que si le projet japonais est plus coûteux, il offrira plus de flexibilité tant sur les prix que sur la possibilité d'exporter le brut vers la Corée du Sud et les Etats-Unis. Finalement le gouvernement russe a fait savoir, le 14 mars 2003, qu'il optait pour un tracé combinant les deux projets. Un accord a été conclu entre la compagnie chinoise CNPC et Yukos, lors de la visite du président Hu Jintao à Moscou fin mai 2003, pour la livraison à la Chine de 20 MT /an de brut russe puis de 30 MT /an d'ici à 2030.

Les prix

La guerre des prix et des quotas de production aura-t-elle lieu entre la Russie et l'Opep ? C'est peu probable. Il est vrai que les intérêts des compagnies russes et ceux des pays de l'OPEP peuvent être contradictoires.

Les premiers souhaitent vendre la plus grande quantité de brut possible afin de rentabiliser leurs investissements tandis que les seconds tentent de limiter la production pour maintenir les prix du brut entre 22 et 28 dollars le baril.

Malgré les tensions récurrentes entre la Russie et l'Opep, tous deux ont également intérêt à maintenir un certain niveau de prix. Moscou a d'ailleurs accepté à deux reprises (en avril 1999 et en janvier 2002), théoriquement, de réduire sa production. L'équilibre de l'économie russe est très sensible au prix du baril : un mouvement de 1 dollar sur le baril entraîne une variation de 1 milliard de dollars du budget [1]. Le pétrole représente le premier poste des exportations avec plus de 26%, (60% avec le gaz), des contributions au budget de l'Etat - et 13% du PIB.

L'économie russe est donc très dépendante - trop reconnaissent certains experts et même le président Vladimir Poutine - de l'exploitation des ressources naturelles.

En outre, une production trop importante et des prix trop bas inonderaient le marché intérieur russe et diminueraient les bénéfices des compagnies pétrolières. Il n'est donc pas du tout certain que la Russie entre en conflit avec l'Opep. Dans les années à venir, elle aura probablement moins à craindre des tensions avec l'Opep que des conséquences du retour du pétrole irakien sur le marché.

Si tous les projets de développement des voies d'acheminement du pétrole vers l'Europe sont réalisés, la place de la Russie dans l'approvisionnement et la sécurité énergétique de l'UE s'élargira. C'est d'ailleurs ce facteur qui a conduit l'UE et la Russie à lancer, en octobre 2000, le partenariat énergétique qui ne concerne pas seulement le pétrole mais toutes les sources d'énergie.

Pour autant le pétrole russe ne pourra constituer, à moyen et long terme, une alternative à celui du Moyen-Orient. Les réserves de la Russie sont bien moindres que celle du Moyen-Orient (65 % des réserves mondiales prouvées), plus difficiles et plus coûteuses à exploiter (1,5 dollar le baril saoudien

contre 10 à 12 dollars le baril russe) ; les plus rentables sont en voie d'épuisement. Les structures de production et de transport du brut requièrent de très lourds investissements pour être modernisées. La part du Moyen-Orient dans la fourniture du pétrole mondial est appelée à s'accroître inexorablement (28,1 % en 2002, 42,9 % en 2030) tandis que celle de la Russie diminuera (10,7 % en 2002 , 7,9 % en 2030).

Mais les facteurs politiques, notamment l'instabilité de la zone moyen-orientale, ouvrent à la Russie la possibilité, au moins à moyen terme, de gagner des parts de marché et aux pays consommateurs, en particulier ceux de l'UE, de diversifier leurs approvisionnements.

[1] L'exercice 2003 a été construit sur la base d'un baril valant 21,5 dollars

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN